

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/Q3/PNG/5

2 septembre 2002

(02-4658)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Demandes au titre de l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions
et les mesures compensatoires

Réponses aux questions posées par l'Australie¹, les COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES², la SUISSE³ et les ÉTATS-UNIS⁴ au sujet de la
notification de la PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE⁵

La Commission fiscale de la Papouasie-Nouvelle-Guinée a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 25 juillet 2002.

QUESTIONS DE L'AUSTRALIE

L'Australie présente la communication ci-après, qui contient une première série de questions/d'observations. Elle se réserve le droit de poser ultérieurement d'autres questions sur cette demande.

Question n° 1

L'Australie prend note de la précédente notification présentée par la Papouasie-Nouvelle-Guinée, au titre des procédures normales de l'article 27.4, concernant les subventions à l'exportation accordées en vertu de l'article 45 de la Loi relative à l'impôt sur le revenu. La Papouasie-Nouvelle-Guinée pourrait-elle indiquer si elle demande une exemption au titre des procédures normales de l'article 27.4, de même qu'au titre des procédures énoncées dans le document G/SCM/39?

¹ G/SCM/Q3/PNG/2.

² G/SCM/Q3/PNG/3.

³ G/SCM/Q3/PNG/1.

⁴ G/SCM/Q3/PNG/4.

⁵ G/SCM/N/74/PNG & Suppl.1, G/SCM/N/71/PNG.

Réponse

La Papouasie-Nouvelle-Guinée demande une exemption au titre de l'article 27.4 lui permettant de demander au Comité des subventions et des mesures compensatoires une prorogation de la période de transition pour son programme de subvention indirecte.

Question n° 2

La Papouasie-Nouvelle-Guinée pourrait-elle donner plus de détails, suivant le modèle prescrit, concernant les programmes de subventions à l'exportation pour lesquels elle demande une prorogation du délai prévu pour l'élimination progressive dans le cadre des procédures accélérées.

Réponse

La Papouasie-Nouvelle-Guinée demande une prorogation pour la subvention indirecte ci-après accordée aux fabricants travaillant pour l'exportation par le biais de la Loi relative à l'impôt sur le revenu.

- *Article 45 B de la Loi relative à l'impôt sur le revenu:* Cet article prévoit une exonération de l'impôt sur le revenu perçu sur les bénéfices réalisés sur les nouvelles ventes à l'exportation. Le montant exonéré est le revenu net (après déduction des dépenses) total des ventes à l'exportation effectuées au cours des trois premières années suivant le début des exportations. Pendant quatre années supplémentaires, les montants excédant le revenu des exportations net, calculés sur la base de la moyenne mobile du revenu des exportations net des trois années précédentes, sont exonérés. Le taux de l'impôt sur les sociétés étant de 25 pour cent, la subvention accordée se monte à 25 pour cent des bénéfices nets réalisés sur les ventes à l'exportation, pour les périodes, y compris les périodes supplémentaires, indiquées ci-dessus.

Question n° 3

La demande figurant dans le document G/SCM/N/74/PNG/Suppl.1 concerne-t-elle une subvention à l'exportation distincte accordée par la Papouasie-Nouvelle-Guinée?

Réponse

Non.

Question n° 4

La Papouasie-Nouvelle-Guinée pourrait-elle donner des précisions sur la subvention à l'exportation accordée au projet Nickel/Cobalt de Ramu et indiquer si cette subvention est accordée au titre de l'article 45 de la Loi relative à l'impôt sur le revenu?

Réponse

La subvention mentionnée dans l'Accord entre le gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le projet Nickel/Cobalt de Ramu est celle prévue à l'article 45 de la Loi relative à l'impôt sur le revenu expliquée plus haut.

Question n° 5

La Papouasie-Nouvelle-Guinée pourrait-elle indiquer quand et comment elle entend procéder à l'élimination progressive de ces programmes?

Réponse

Le montant du programme de subvention indirecte se situe entre 25 000 et 100 000 dollars EU par an. Étant donné qu'il s'agit là d'un montant minime et que la Papouasie-Nouvelle-Guinée dispose d'une base manufacturière très faible, il lui est nécessaire d'accorder ces incitations afin d'encourager la fabrication destinée à l'exportation. Il n'existe donc à ce jour aucun plan d'élimination progressive de ce programme.

QUESTIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Les Communautés européennes posent les questions ci-après sans préjudice de leur position finale concernant la demande et se réservent le droit de poser d'autres questions au cours des consultations.

Question n° 1

Veuillez indiquer quand le programme est entré en vigueur.

Réponse

Les subventions indirectes ont été introduites en 1984.

Question n° 2

Veuillez indiquer si le programme prévoit des formes de subvention autres que l'exonération des droits d'importation et des taxes intérieures (par exemple, dons, fourniture de marchandises ou de services).

Réponse

Aucun programme de subvention ne prévoit d'exonération des droits d'importation pour les fabricants de Papouasie-Nouvelle-Guinée. La subvention indirecte prévue par le régime d'imposition des revenus de la Papouasie-Nouvelle-Guinée afin de promouvoir les exportations de produits manufacturés est telle que décrite ci-dessous.

- *Article 45 B de la Loi relative à l'impôt sur le revenu:* Cet article prévoit une exonération de l'impôt sur le revenu (taux à 25 pour cent) perçu sur les bénéfices réalisés sur les nouvelles ventes à l'exportation. Le montant exonéré est le revenu net (après déduction des dépenses) total des ventes à l'exportation effectuées au cours des trois premières années suivant le début des exportations. Pendant quatre années supplémentaires, les montants excédant le revenu des exportations net, calculés sur la base de la moyenne mobile du revenu des exportations net des trois années précédentes, sont exonérés.

La seule autre subvention accordée aux fabricants travaillant pour l'exportation est telle que décrite ci-dessous:

- *Article 72 C de la Loi relative à l'impôt sur le revenu:* Cet article prévoit une double déduction pour les dépenses encourues dans le développement des ventes à l'exportation, par exemple les coûts de commercialisation et de promotion, etc. Le taux de l'impôt sur les sociétés étant de 25 pour cent, les coûts de développement du marché à l'exportation sont subventionnés grâce à la double déduction à hauteur de 25 pour cent.

Question n° 3

Le programme prévoit-il une condition imposant l'utilisation de produits nationaux? Dans l'affirmative, veuillez décrire la disposition pertinente.

Réponse

Non.

Question n° 4

Veuillez indiquer le taux d'exonération du droit d'importation ou des taxes intérieures au 1^{er} septembre 2001.

Réponse

En Papouasie-Nouvelle-Guinée, le taux d'imposition des sociétés est de 25 pour cent.

Question n° 5

Veuillez décrire les modifications apportées au programme depuis le 1^{er} septembre 2001, le cas échéant. En particulier, prière d'indiquer tous les changements intervenus en ce qui concerne le taux d'exonération ou la portée des programmes (par exemple, en ce qui concerne les produits, l'implantation, etc.).

Réponse

Aucune modification n'a été apportée à la subvention depuis septembre 2001.

Question n° 6

Veuillez indiquer combien de sociétés bénéficiaient du programme au 1^{er} septembre 2001.

Réponse

Les statistiques pour 2001 ne sont pas encore disponibles. Toutefois, étant donné que le montant de la subvention a varié entre 25 000 et 100 000 dollars EU chaque année, il apparaît clairement que seul un petit nombre de sociétés bénéficie de ce programme.

Question n° 7

Veuillez préciser quand et comment la Papouasie-Nouvelle-Guinée entend supprimer progressivement le programme.

Réponse

Le montant du programme de subvention indirecte est minime et étant donné que la Papouasie-Nouvelle-Guinée dispose d'une base manufacturière très faible, il lui est nécessaire d'accorder ces incitations afin d'encourager la fabrication destinée à l'exportation. Il n'existe donc à ce jour aucun plan d'élimination progressive de ce programme.

QUESTIONS DE LA SUISSE

La Suisse présente les observations et questions ci-après en vue de clarifier certains aspects de la demande examinée. Ces observations et questions ne préjugent pas nécessairement de sa position finale au sujet de ces demandes.

Papouasie-Nouvelle-Guinée (G/SCM/N/74/PNG)

La Papouasie-Nouvelle-Guinée est priée de présenter une notification complète du programme pour lequel elle demande une prorogation de la période de transition suivant le modèle qui se trouve dans le document G/SCM/6 (voir le point 3 a) du document G/SCM/39).

Réponse

La Papouasie-Nouvelle-Guinée demande une prorogation pour la subvention indirecte ci-après accordée aux fabricants travaillant pour l'exportation par le biais de la Loi relative à l'impôt sur le revenu.

- *Article 45 B de la Loi relative à l'impôt sur le revenu:* Cet article prévoit une exonération de l'impôt sur le revenu perçu sur les bénéfices réalisés sur les nouvelles ventes à l'exportation. Le montant exonéré est le revenu net (après déduction des dépenses) total des ventes à l'exportation effectuées au cours des trois premières années suivant le début des exportations. Pendant quatre années supplémentaires, les montants excédant le revenu des exportations net, calculés sur la base de la moyenne mobile du revenu des exportations net des trois années précédentes, sont exonérés. Le taux de l'impôt sur les sociétés étant de 25 pour cent, la subvention accordée se monte à 25 pour cent des bénéfices nets réalisés sur les ventes à l'exportation, pour les périodes, y compris les périodes supplémentaires, indiquées ci-dessus.

La subvention indirecte vise à promouvoir les exportations des produits manufacturés. Le montant de cette subvention indirecte pour les trois années précédentes (converti en dollars EU au taux de 0,2625) est indiqué dans le tableau suivant:

Année	Montant de l'exonération du revenu des exportations
1998	87 933
1999	198 426
2000	18 895

QUESTIONS DES ÉTATS-UNIS

Les questions ci-après sont présentées en relation avec la demande de prorogation de la période de transition prévue pour les subventions à l'exportation conformément à l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC). Il s'agit de

questions de caractère préliminaire qui sont présentées sans préjudice de la position finale des États-Unis. Ceux-ci se réservent le droit d'en poser d'autres.

Article 45 de la Loi relative à l'impôt sur le revenu

Question n° 1

Veillez donner des précisions additionnelles concernant ces programmes pour permettre d'établir si les procédures spéciales énoncées dans le document G/SCM/39, selon lequel la notification initiale suivra le modèle convenu pour les notifications concernant les subventions au titre de l'article 25 de l'Accord SMC, leur sont applicables.

Réponse

La Papouasie-Nouvelle-Guinée demande une prorogation pour la subvention indirecte ci-après accordée aux fabricants travaillant pour l'exportation par le biais de la Loi relative à l'impôt sur le revenu.

- *Article 45 B de la Loi relative à l'impôt sur le revenu:* Cet article prévoit une exonération de l'impôt sur le revenu perçu sur les bénéfices réalisés sur les nouvelles ventes à l'exportation. Le montant exonéré est le revenu net (après déduction des dépenses) total des ventes à l'exportation effectuées au cours des trois premières années suivant le début des exportations. Pendant quatre années supplémentaires, les montants excédant le revenu des exportations net, calculés sur la base de la moyenne mobile du revenu des exportations net des trois années précédentes, sont exonérés. Le taux de l'impôt sur les sociétés étant de 25 pour cent, la subvention accordée se monte à 25 pour cent des bénéfices nets réalisés sur les ventes à l'exportation, pour les périodes, y compris les périodes supplémentaires, indiquées ci-dessus.

Question n° 2

Veillez communiquer les taux de l'impôt sur le revenu que les sociétés paieraient normalement en l'absence de ce programme

Réponse

En Papouasie-Nouvelle-Guinée, le taux d'imposition des sociétés est de 25 pour cent.

Question n° 3

Compte tenu de la durée de la période pendant laquelle des avantages sont conférés au titre de ce programme, comment la Papouasie-Nouvelle-Guinée modifierait-elle ce programme afin que les subventions ne s'appliquent pas au-delà de la période de prorogation accordée?

Réponse

La Papouasie-Nouvelle-Guinée n'a pas prévu de modifier le programme de subvention pour le moment. Compte tenu qu'elle dispose d'une base manufacturière très faible et qu'elle souhaite encourager la fabrication destinée à l'exportation, il lui sera nécessaire de continuer à accorder des incitations afin d'attirer l'investissement étranger pendant quelque temps.

Question n° 4

Veillez indiquer si l'une ou l'autre subvention accordée au titre de ce programme est subordonnée à l'utilisation de produits nationaux.

Réponse

Les dispositions relatives à la subvention indirecte ne précisent rien quant à l'utilisation de produits nationaux.

Question n° 5

La Papouasie-Nouvelle-Guinée pourrait-elle communiquer des données statistiques concernant le nombre de sociétés qui bénéficient de chacun de ces programmes et les secteurs industriels représentés par ces sociétés?

Réponse

Il n'existe aucune statistique disponible sur le type de sociétés et de secteurs qui bénéficient de cette subvention indirecte. Le tableau ci-dessous, qui indique les montants du programme pendant trois ans, montre cependant que l'utilisation de la subvention est faible.

Le montant de cette subvention indirecte pour les trois années précédentes (converti en dollars EU au taux de 0,2625) est indiqué dans le tableau suivant:

Année	Montant de l'exonération du revenu des exportations
1998	87 933
1999	198 426
2000	18 895
